



LES AMIS DE LA TERRE MIDI PYRÉNÉES

22, place du Salin 31000 TOULOUSE

Tél-rép-fax : 05 61 34 88 15

Courriel : midipyrenees@amisdelaterre.org

sites : www.amisdelaterre.org et <http://amisdelaterremp.free.fr/>

LA FEUILLE VERTE

Septembre Octobre 2011

n° 227

LES PERTURBATIONS D'UNE LIGNE LGV

Pierrette Thirriot

Malgré les réticences des uns pour payer la note, les analyses pessimistes des autres sur la rentabilité en chute libre des TGV, les retards, pannes et autres incidents techniques, malgré la vétusté des voies de chemin de fer qui vont ENFIN être entretenues après des décades d'abandon, ce qui aura pour conséquence comme nous l'a indiqué M. PEPY, PDG de la SNCF, la fin de la ponctualité des trains français... grande fierté nationale. Et ces retards précise-t-il avec "ingénuité" sont à prévoir pour de très nombreuses années"...

Malgré les nuages qui s'accumulent sur la planète rail, sur la planète financière, sur l'endettement des régions et de l'Etat, le projet LGV continue d'exciter nos élus, qui faisant fi des avertissements des analystes les plus compétents, n'hésitent pas à payer des millions pour des études de tracés, des contre-études pour de nouveaux tracés, lesquels ne satisfont personne, à part les bureaux "d'études" justement, qui eux en tirent de substantiels bénéfices au détriment du contribuable, qui lui de toute façon payera la note.

En attendant d'aller en 3 heures de Toulouse à Paris en 2020, vous devez savoir, cher voyageur, que vous payerez votre billet de plus en plus cher, pour circuler de moins en moins vite si vous prenez le train.... C'est notre seule certitude.

Car si aujourd'hui et pendant des années vous devez patienter enfermés dans vos wagons pour que la zone des travaux soit traversée à 5 km/h, ces "retards proclamés" par Guillaume Pépy ont des raisons objectives, que voici rapidement résumées :

Pour assurer la réussite commerciale des TGV qu'a-t-on fait en réalité ?

Primo, on a augmenté les tarifs voyageurs (TER) sur les courtes distances, tandis que les tarifs TGV étaient allégés sur les longues distances, bien qu'aujourd'hui on ose les augmenter...et là on va payer très cher.... Deuxio, on a délaissé le transport des marchandises. Tercio, on a laissé les autres lignes en déshérence, celles où roulaient les TER, les INTER-CITES ou les wagons de marchandises.

Résultat : les automobiles et les camions ont prospéré sur ces créneaux, les autoroutes ont proliféré, les accidents idem, la pollution aussi. Mais qu'importe à nos élus qui ne se soucient guère d'environnement, puisque en même temps qu'ils veulent une LGV ultra-rapide, ils financent des autoroutes inutiles ici (Toulouse-Castres par exemple), et des aéroports inutiles ailleurs "Notre-Dame des Landes" en Loire-Atlantique. La cohérence dans tout cela ? Ne la cherchez pas, il n'y en a pas. En réalité, les caprices de certains notables politiques suffisent à justifier ce genre de projet. Les entreprises privées des grands travaux ferroviaires, complices des élus, réaliseront des bénéfices (VINCI pour la LGV). Les travaux ont déjà commencé dans la Vienne, au mépris de toute légalité, sous le regard inattentif ou bienveillant du Préfet qui n'a pu lire nulle part que les travaux étaient autorisés, puisque le financement n'est pas bouclé, le journal officiel est muet, le Préfet aussi. Des voix s'élèvent cependant ici ou là, mettant en doute l'utilité de la LGV Bordeaux-Toulouse, toujours contestée par des dizaines de milliers d'habitants des départements traversés. Le Ministre des Transports Thierry Mariani a émis des doutes sur l'utilité de ces

travaux pharaoniques, et a même évoqué pour joindre Toulouse à Paris d'aménager en droite ligne le POLT (trajet « Paris-Orléans-Limoges-Toulouse), réaménagé et donc plus rapide qu'aujourd'hui. Mais en réalité, subrepticement, on rend cette ligne infréquentable en multipliant les obstacles, les arrêts ou au contraire les absences d'arrêts, les changements imprévisibles, qui mettent les voyageurs dans l'angoisse permanente du changement d'horaires, selon les jours, les mois, etc... Si l'on voulait favoriser la voiture ou... l'avion, on ne s'y prendrait pas autrement.

Un élu UMP du 82 a fini par reconnaître que la LGV entre Bordeaux et Toulouse n'était pas si géniale...et qu'il vaudrait peut-être mieux réaménager les lignes existantes !!!

Il lui faudra convaincre, à droite, Mme Barèges, Maire de Montauban, et à gauche, M. Baylet, Président du Conseil Général du Tarn-et-Garonne, à gauche encore MM. Malvy et Rousset, Présidents des Conseils Régionaux de Midi-Pyrénées et d'Aquitaine. Cela fait du monde.

Il y a dans l'air de ce mois de Juillet 2011, des turbulences autres que météorologiques, les élus les plus têtus ne peuvent pas demeurer indifférents à l'environnement économique qui menace.

Quelques milliards économisés seraient les bienvenus, même au détriment de quelques minutes de plus entre Toulouse Bordeaux et Paris. Alors, Messieurs les élus, demeurerez-vous sourds aux sirènes du peuple qui vous alertent sur le danger du surendettement pour si peu de temps gagné face à l'éternité?

Il n'est pas interdit de réfléchir, ni honteux de revenir sur une erreur : l'aménagement des lignes existantes est votre avenir et celui des citoyens qui vous jugeront sur vos actes.

La sagesse et la raison sont entre vos mains. Devant les difficultés financières auxquelles sont confrontés l'Espagne et le Portugal, les projets de lignes LGV et futurs TGV sont annulés. Il ne serait pas étonnant que d'autres pays "surendettés" suivent ce très sage exemple.

AZF 10^{ème} ANNIVERSAIRE

Mercredi 21 septembre 2011

Rendez-vous à 9h au rond-point du 21 septembre

9h 20 : départ à pied vers le site

10h17 : commémoration commune

Association Plus jamais ça, ni ici, ni ailleurs picnina.cdp@wanadoo.fr

Les Amis de la Terre Midi-Pyrénées avaient depuis longtemps et avec insistance, dénoncé l'absurdité des usines à risques en milieu urbain. Leur analyse sur la dangerosité du site chimique de la zone sud, s'était avérée juste : 31 morts, 20 000 blessés, 80 000 foyers ou lieux impactés. Aussi le 21 septembre, en ce 10^e anniversaire de la plus grande catastrophe industrielle en France depuis la guerre, nous nous associerons nombreux à la commémoration organisée par l'association **Plus Jamais ça, ni ici, ni ailleurs**, avec laquelle nous luttons sans relâche contre le risque industriel

Fukushima sonne le glas de l'atome pour les citoyens du monde, mais pas pour la majorité des industriels et dirigeants.

par Marc Saint-Aromans

- Des opérateurs de l'atome et des politiques prêts à faire face... mais à quoi exactement ?

À la fin du deuxième millénaire, le monde avait subi, dans le plus grand silence, plus de soixante explosions atomiques intempestives : ces catastrophes, chastement dénommées « accidents de criticité », survenaient sur des installations nucléaires civiles ou militaires. Le 11 mars 2011, ce fut à la ville de Fukushima d'entrer dans l'histoire du troisième millénaire à travers sa catastrophe atomique civile majeure.

Immédiatement, une désinformation orchestrée par les États, l'AIEA¹, le WONUC²... se met en place : il faut à tout prix éviter les errements de communication mondiale liés à la catastrophe de Tchernobyl.

Il y a 20 ans, le physicien Roger Belbéoch montrait comment le lobby mondial de l'atome préparait cette opération de propagande pour affronter la survenue de la prochaine catastrophe atomique. Quelques jours après le drame japonais() les notes du mensonge soigneusement préparé qui seront jouées mondialement sont données par la SFEN³, bras armé de la propagande nucléaire en France. Ainsi, Fukushima sera pour l'histoire :

- **3 morts de l'atome**, et encore... les décès ne sont pas dus à l'atome mais à des chutes de bâtiments...

- **10 % des rejets de Tchernobyl** : ce point est majeur puisque, aujourd'hui encore, les données qui ont été produites dans les premières heures de la catastrophe de Tchernobyl sont restées des références définitives.

- **en dessous de 100 mSv/an** (sic⁴) aucun problème de santé : la réglementation européenne fixe pourtant la limite de dose d'exposition pour le public à un niveau 100 fois inférieur... et cette limite de dose de 1 mSv/an est reconnue comme ayant un impact sur la santé, impact jugé acceptable par la CIPR⁵ en regard des bénéfices du nucléaire⁶ (re-sic) !

Alors que des milliers de milliards de becquerels (Bq) s'échappent en continu de la centrale, les termes utilisés dans les médias sont : « faibles doses », « traces de radioactivité »... Et pendant ce temps, les données des balises de mesure de radioactivité prévues pour la détection de tirs atomiques restent secrètes malgré les demandes et les actions de la CRII-rad⁷.

- Que se passe-t-il donc à la centrale de Fukushima Daïchi ?

Moins de 24 h après le séisme, puis la perte de refroidissement et d'alimentation électrique de la centrale atomique, un niveau de 8 891 fois le maximum légal de 1 mSv/an⁸ est mesuré dans la centrale nucléaire. Malgré la désinformation, l'internet permet d'apprécier l'ampleur du drame qui est en train de se jouer au Japon : les images des 4 terribles explosions d'hydrogènes font le tour de la toile et même si la réalité de l'état des cœurs des réacteurs est difficile à déterminer suite à l'intense radioactivité qui s'en échappe, le mystère est sciemment entretenu. Les 15 et 16 mars, des débits de dose de

400 mSv/h obligeaient Tepco à évacuer provisoirement le site de la centrale : cela représentait 3,5 millions de fois la limite autorisée pour le public en un an. Depuis le début de la catastrophe, des salariés - de la main d'œuvre dénommée au Japon « les gitans de nucléaire » - se débattent pour tenter de maîtriser les monstres. La crainte nous saisit le 18 mars quand l'AIEA exhorte, via son chef, le Premier ministre Naoto Kan « à fournir davantage d'informations détaillées sur la situation à Fukushima ». Le 8 avril le volontaire Hiroki, 28 ans (prénom changé par la rédaction du journal)⁹ décrit sa « lutte contre le dragon qui crache ses fumées radioactives. » Beaucoup de ces travailleurs paieront de leur vie cet ouvrage après de longues et terribles souffrances. En plus des trois décès précités, ayant eu lieu dès le début de la catastrophe, deux autres personnes sont annoncées comme décédées suite à leur travail sur le site (arrêt cardiaque et leucémie aiguë) mais leur décès est affirmé comme étant sans lien avec leur activité atomique. L'objectif de tous ces travailleurs est de mettre les réacteurs en sécurité en arrêt froid : Malgré l'avance technologique que possède le Japon sur le monde, les autorités japonaises annoncent que cet objectif, fixé à janvier 2012, ne pourra être tenu.

- Que se passe-t-il autour de la centrale accidentée ?

Le 13 mars, six journalistes indépendants de l'association Japan Visual Journalist Association, dont le directeur du magazine Days Japan, ont effectué des mesures près de la mairie de Futaba, à 2 km de la centrale de Fukushima Daiichi : ils ont mesuré un débit de 0,1 mSv/h, ce qui signifie qu'un citoyen reçoit en 10 heures, pour la seule exposition externe et selon la réglementation européenne, la dose maximale pour toute une année. Début avril, deux autres journalistes récidivent avec compteurs Geiger et caméra vidéo : ils se rendent dans la zone interdite et produisent, comme leurs prédécesseurs, des images qui montrent des résultats similaires et qui feront le tour du monde sur la toile. La seule action menée par les autorités sera de filtrer militairement la zone par des postes de contrôle Mamoru Fujiwara, physicien et professeur à l'université d'Osaka, est tout sauf un militant antinucléaire. Il réalisera en juin, avec 600 collègues, 5 prélèvements de sols sur 2 000 points inclus dans un périmètre d'un rayon de 80 kilomètres autour de la centrale de Fukushima. Le professeur et ses collègues montrent la présence d'une radioactivité très importante, il précise que « Cette radiation va durer très longtemps, elle va s'enfoncer dans le sol, elle va circuler. Nous avons le devoir d'étudier tout ça ».¹⁰

La centrale comporte 2 400 tonnes de combustible dont 800 tonnes en perte dans 4 réacteurs et leurs piscines. Le nombre d'installations nucléaires touchées et la densité de population concernée par la contamination attestent du gigantisme de la catastrophe qui se joue pour le Japon et l'humanité tout entière.

- Quelles réactions au Japon ?

Le 12 mars, le premier ministre japonais Naoto Kan faisait évacuer la population dans un rayon de 10 kilomètres autour de la centrale, contre l'avis du secrétaire général du gouvernement qui n'avait prévu qu'un rayon de 3 km.

Encore une fois, le gigantisme du problème met à mal toutes les constructions purement théoriques de sécurité civile. Suite aux contaminations, quelles sont les mesures de protection de la population qui sont prises ? Un exemple consternant tombe le 23 mars 2011 : l'eau du robinet de Tokyo est annoncée impropre à la consommation des bébés étant donné son niveau de concentration en iode radioactif trop élevé. Dès le lendemain, probablement devant l'impact engendré par cette annonce sur la population de 13 millions d'habitants, par miracle, l'eau du robinet redevient potable.

Cet acte criminel des autorités sera le premier d'une longue série parmi lequel on trouve celui du 31 mars 2011 : ces mêmes autorités refusent d'étendre la zone d'évacuation alors que même l'AIEA reconnaissait que les critères réglementaires d'évacuation étaient largement dépassés comme à l'instar avec des niveaux de 2 millions de becquerels par mètre carré...

¹ Agence Internationale de l'Énergie Atomique

² Conseil mondial des travailleurs du nucléaire : regroupe des syndicats et des associations de travailleurs de l'industrie nucléaire.

³ Société Française pour l'Énergie Nucléaire

⁴ Déclaration de la SFEN sur TLT (Télé Toulouse)

⁵ Commission Internationale de Protection Radiologique

⁶ Commission Internationale de Protection Radiologique, §32C in

« recommandations de la CIPRÉ, Gauthier-Villars, 1963

⁷ « La commission a donc recommandé une dose génétique maximale admissible de 5 rem en se fondant sur le principe que la charge qui en résulterait pour la société serait acceptable et justifiée si l'on considère les avantages probablement de plus en plus grands qui résulteront de l'extension des applications pratiques de l'énergie atomique ». Cette dose fut révisée ultérieurement à 1 mSv/an pour les populations.

⁸ Centre de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité

⁹ http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2011/03/12/menace-nucleaire-au-japon_1492230_3208.html#ens_id=1491461

⁹ Paris Match : Les sacrifiés de Fukushima

¹⁰ Le Nouvel Observateur du 26 août 2011

Un autre acte se jouera suite à l'ampleur de la contamination avec la multiplication par 20 du niveau d'exposition pour les enfants. Pour aider à « passer cette mesure », les enfants seront équipés de dosimètres !^{11,12}

MAIS les autorités ont été trop loin, les parents lancent une pétition relayée à l'étranger, comme en France par le Réseau « Sortir du nucléaire », afin que la règle de protection d'origine soit maintenue. Suite à cette pression, les autorités viennent de décider de rétablir l'ancien seuil d'exposition pour les enfants mais rien n'est réglé car se pose encore la question de savoir comment gérer efficacement l'application de cette règle.

Que font les dirigeants politiques mondiaux ?

La première dirigeante au monde à réagir est Angela Merkel : 3 jours après la catastrophe elle annonce un moratoire sur le prolongement de la vie des réacteurs allemands et 4 jours plus tard elle met à l'arrêt forcé les sept plus anciens réacteurs du pays qui ne redémarreront plus. Ce choix résulte-t-il de sa formation de chimiste de haut niveau ou bien des vulgaires instincts politiques ? Dès le lendemain, la chaîne humaine prévue de longue date de Neckarwestheim à Stuttgart connaît un immense succès populaire, les week-ends suivants verront d'impressionnantes manifestations en Allemagne pour réclamer la fin immédiate de l'exploitation des 17 réacteurs nucléaires du pays. Angela Merkel a été jusqu'à présent la seule dirigeante au monde à agir vraiment dans le sens de la volonté de ses populations.

Un torrent de bêtise verbale criminelle déferle en France avec l'ouverture des vannes lancée par É. Besson qui, le 13 mars, déclarera qu'« une fusion partielle du cœur n'est pas une catastrophe nucléaire ». Anne Lauvergeon le suivra gaillardement le 16 mars en affirmant : « *S'il y avait des EPR à Fukushima, il n'y aurait pas de fuites possibles dans l'environnement, quelle que soit la situation* ». Parmi les plus pathétiques, il y a Nicolas Sarkozy avec son éternel nucléaire ou retour à la bougie qui persiste le 3 mai à la centrale de Gravelines en déclarant : « on n'a pas le droit de jouer sur des peurs moyenâgeuses pour remettre en cause des choix qui font la puissance de notre pays ». Ces propos sont tenus contre l'avis de la population qui demande à 75 % la sortie de la France du nucléaire. La fuite des salariés d'Areva du site de Fukushima, le 11 mars, restera une sinistre gloire mondiale pour notre entreprise mais ce même Nicolas Sarkozy ira faire un voyage éclair au Japon non pas pour participer à l'impossible gestion de la catastrophe... mais pour donner des conseils de gestion de communication : le soir même de son passage, les dirigeants japonais quittent leurs bleus de chauffe pour des costumes et relèvent la tête pour s'adresser au peuple ! André-Claude Lacoste, probablement touché par les événements de Fukushima, décrète un moratoire sur le chantier de l'EPR le 30 mars 2011, mais dès le lendemain l'hyperprésident atomiste balaye ce moratoire et, après Anne Lauvergeon, réhabilite le principe de la ligne Maginot : l'EPR est indestructible.

Après une médaille d'or attribuée à la France pour son mépris, la médaille d'argent revient à la Grande-Bretagne. Le 30 juin 2011, le Guardian produit des échanges internes de mails entre le gouvernement et les industriels (notamment Areva et EDF) : le but de ces échanges était d'organiser une campagne de manipulation pour cacher la vérité sur Fukushima et permettre de relancer la construction des centrales nucléaires en Grande-Bretagne. S. Berlusconi, pour sa part, voulait torpiller le référendum italien mais s'est fait rattraper par les instances démocratiques et le vote a balayé le nucléaire d'Italie : coup dur pour Areva qui comptait vendre 4 EPR à la péninsule¹³. La Suisse et la Belgique dessinent une sortie de l'atome à la fin de vie programmée des réacteurs.

¹¹ Le point, http://www.lepoint.fr/monde/fukushima-les-parents-japonais-vivent-avec-la-crainte-des-radiations-09-08-2011-1361036_24.php

¹² Politis, 40 000 enfants bientôt équipés de dosimètres, <http://www.politis.fr/Ne-pas-oublier-Fukushima-40-000.14743.html>

¹³ EDF semble avoir compris il y a un an que le marché était perdu puisqu'il a annulé des options portant sur ces EPR http://www.debatpublic-penly3.org/participer/consultation_questions_reponses.html?id=15

Conclusion

Fidèle à son lien de vassalité à l'AIEA, le 14 mars 2011, le porte-parole de l'OMS¹⁴, Gregory Hartl, déclarait que « D'après ce que l'on sait pour l'instant sur les niveaux de radioactivité, le risque pour la santé publique est minime pour le Japon » : les explosions d'hydrogène venaient pourtant de disperser des quantités industrielles de radioactivité.

Près de six mois après la catastrophe de Fukushima, la situation de la centrale n'est toujours pas connue. La structure des fonds de cuves des réacteurs de Fukushima type Mark 1, fait que la traversée de ces cuves et l'attaque du béton par le combustible fondu est quasi certaine. Des niveaux de 10 Sv/h sont mesurés actuellement sur le site ; ces niveaux sont létaux pour les travailleurs qui y seraient exposés. Fin août il était affirmé que Fukushima avait relâché 186 fois plus de Césium 137 qu'Hiroshima. Pourtant, selon le New Scientist, après seulement 13 jours de rejets, toujours pour le seul césium, on atteignait déjà 674 fois les émissions d'Hiroshima ! Et nous en sommes aujourd'hui à plus de 130 jours de rejets...

Un sondage récent montre que 62 %¹⁵ de la population mondiale est pour la sortie du nucléaire civil mais peu de dirigeants se pressent pour mettre en œuvre cette exigence.

Le lobby atomique a sorti de ses cartons un joker : Les « tests de résistance » : à travers ces tests, il s'agit seulement de recycler des données connues depuis des lustres pour donner un sauf-conduit aux industriels pour la continuation de l'atome. Et pendant ce temps, pour se donner un peu de crédit et donner plus de poids à ces tests, l'ASN¹⁶ sort les crocs sur le chantier de l'EPR de Flamanville.

Quand la bête atomique blessée voit des humanistes tenter de mettre en place un tribunal Russel pour juger les crimes nucléaires, elle les agresse et tente de les discréditer !

Une conclusion sera confiée au sacrifié de 28 ans, Hiroki, cité précédemment : « Mais dites bien aux Français : "Si Daiichi est devenue un monstre, c'est qu'elle était trop vieille". Plus aucune centrale de cet âge ne doit encore fonctionner, en France comme dans les autres pays du monde ».

Nous ajouterons que le réacteur de la centrale de Three Mile Island avait 11 mois de raccordement au réseau quand son cœur a fondu et Tchernobyl a explosé alors qu'il n'était raccordé au réseau que depuis 28 mois.

Chacun d'entre nous a le devoir de montrer une détermination sans faille pour porter l'estocade à cette industrie mortifère.

Manifestation pour l'arrêt immédiat des chantiers de l'EPR et des lignes THT, pour la fermeture des centrales nucléaires de plus de 30 ans
le 15 octobre 2011, à 14 h place du Capitole

Prochaines conférences - débats à la salle du Sénéchal (17 Rue de Rémusat, Toulouse, métro Capitole) :

- projection du documentaire « *Zambie : à qui profite le cuivre ?* » mercredi 12 octobre à 20h30

**- « *Toulouse en transition vers un avenir sans pétrole* »
mercredi 9 novembre à 20h30**

Comprendre le pic pétrolier et ses impacts sur l'organisation des territoires pour mieux préparer la transition.
par Benoît Thévard (ingénieur de l'Ecole des Mines en Génie Energétique)

¹⁴ Organisation Mondiale de la Santé

¹⁵ <http://www.ipsos.mori.com/researchpublications/researcharchive/2817/Strong-global-opposition-towards-nuclear-power.aspx>

¹⁶ Autorité de Sécurité Nucléaire

Du 26 au 28 août, plus de 140 collectifs français et étrangers contre les gaz de schiste ont réfléchi, avec des militants issus d'autres horizons, mais aussi de simples citoyens, à une transition vers un modèle énergétique plus respectueux des ressources et moins mortifère.

Près de 10 000 personnes ont participé aux nombreux débats et tables rondes, pour aboutir à la rédaction commune de la « **Déclaration de Lézan** », feuille de route pour nos mobilisations à venir :

Préambule

Notre Convergence citoyenne pour une transition énergétique est le fruit d'une prise de conscience née de la mobilisation contre l'extraction des gaz et huiles de schiste. Nous avons élaboré cette déclaration les 26, 27 et 28 août, et validée en assemblée plénière le 28 août. Pour assurer l'avenir des générations futures, la Convergence, affirme comme nécessité :

- la reprise en main par les citoyens des décisions qui les concernent ;
- le refus de la marchandisation de la nature et de ses ressources, notamment en dénonçant les pièges du capitalisme vert ;
- la définition de la terre, de l'eau, de l'air, de l'énergie, et du vivant comme biens communs inaliénables et accessibles à tous.

Remettant en cause le système économique et productiviste dominant, la Convergence se donne une feuille de route.

1) Instaurer le contrôle citoyen des instances politiques sou-mises à la logique des multinationales revient à instaurer :

- Une démocratie directe grâce des espaces citoyens d'échanges, d'information, de confrontation et de décisions ;
- Une assemblée citoyenne d'expertise plurielle et transparente qui exclue tout conflit d'intérêt ;
- La séparation entre les pouvoirs financiers et les médias ;
- Un travail de convergence sur les questions de société avec le mouvement social et ses organisations.

2) S'engager sans délai pour la transition énergétique suppose de :

- Réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre à la hauteur des exigences exprimées par l'accord des peuples de Cochabamba, accord adopté par la Convergence de Lézan et joint en annexe de la présente déclaration ;
- Se libérer d'une surconsommation qui coûte plus aux pauvres qu'aux riches ;
- S'orienter vers une sobriété et une efficacité énergétique ;
- Arrêter la course aux énergies fossiles ;
- Abandonner toute expérimentation, exploration et exploitation d'hydrocarbures compris dans la roche mère et off-shore ;

- Arrêter le nucléaire civil et militaire ;
- Arrêter la production et l'utilisation industrielles des agro-carburants ;
- Mettre la priorité sur le financement public de la recherche et des expérimentations citoyennes sur les énergies renouvelables ;
- Libérer les brevets captés par les multinationales ;
- Organiser la relocalisation avec la réappropriation publique et territoriale des moyens de production et de distribution de l'énergie (régies communales, coopératives, sociétés d'intérêt collectif, etc.) incluant systématiquement le contrôle citoyen ;
- Réorienter les politiques publiques des secteurs énergivores tels que l'agriculture intensive, les transports, le logement et l'urbanisme, l'industrie et la grande distribution ;
- Exiger la reconversion des filières concernées en accord avec les travailleurs et les usagers.

3 / Organiser dès à présent la convergence des luttes nous engage à :

- Articuler les mobilisations contre les gaz et huile de schiste, le nucléaire, les OGM, les incinérateurs, les agro-carburants et toutes les luttes sociales et environnementales ;
- Faire converger les luttes, les mobilisations, les alternatives et les expérimentations en associant le combat écologique aux luttes sociales ;
- Œuvrer pour l'émergence d'un nouveau projet de civilisation indispensable face aux enjeux climatiques, à l'épuisement des ressources naturelles et plus généralement au chaos dans lequel nous mène le capitalisme ;
- Poursuivre régulièrement la Convergence citoyenne initiée à Lézan, en se connectant avec les mobilisations du local au mondial ;
- Inscrire nos mobilisations dans un calendrier international contre le G20, du 1er au 4 novembre 2011, lors du sommet sur le climat de l'ONU à Durban début décembre 2011, lors du Forum Alternatif Mondial de l'Eau du 10 au 18 mars 2012, lors du Sommet Rio + 20 début juin 2012.

La Convergence citoyenne pour une transition énergétique s'associe à la pétition portée par « Los Indignados » auprès de la Commission européenne pour la sortie du nucléaire, contre l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures compris dans la roche mère, contre la culture et la commercialisation des OGM et pour un audit des dettes des Etats européens.

Globalisons la lutte, globalisons l'espérance !

http://climatjustice.files.wordpress.com/2010/04/accordespeuples_cochaba_mba-vfin.pdf

<http://www.convergenceenergetique.org/Declaration-de-Lezan-Gard-le-28>

Cette déclaration est partagée par les partenaires de la « Convergence citoyenne pour une transition énergétique » et ceux qui veulent s'y joindre pour la soutenir.

Contact : organisation@convergenceenergetique.org

Réunions mensuelles publiques des Amis de la Terre Midi Pyrénées

Tous les 4^{ème} mardi de chaque mois : à 20h15 à la Mairie annexe du Pont des Demoiselles, 3^{ème} étage

7 av St Exupéry (entrée parking Casino) (Suivre le fléchage : accès par escalier, ou par la rampe du parking extérieur)

Mardi 27 septembre : projection du documentaire « Le bien commun : l'assaut final » de Carole Poliquin

Mardi 25 octobre : plénière-atelier visant à relancer les actions de rue

Mailing liste des ATMP : [Pour s'inscrire, envoyez un e-mail à](mailto:amisdelaterremp-request@ml.free.fr)

amisdelaterremp-request@ml.free.fr avec comme sujet

[« subscribe »](#) ou [« unsubscribe »](#) pour se désinscrire.

LA FEUILLE VERTE DES AMIS DE LA TERRE MIDI PYRENEES Directeur

de publication : Pierre DEDIEU. Nouvel ISSN en cours

N°227 Septembre-Octobre 2011 Imprimé par nos soins

Bulletin d'adhésion 2011

merci de le joindre au paiement, découpé ou photocopié

Adresser aux Amis de la Terre de Midi-Pyrénées : 22 place du Salin 31000 Toulouse

tél-fax-répondeur : 05 61 34 88 15

e-mail : midipyrenees@amisdelaterre.org

COTISATION : SOUHAITABLE : 33 € (ou plus si vous le désirez) (*)

PETIT BUDGET : 10 € (ou davantage)

DONS : (*)

(*) Déductible des impôts à 66%.

Abonnement à « La Baleine » : + 7 euros

à l'ordre des « Amis de la Terre »

NOM.....PRENOM.....

MONTANT VERSE.....DATE.....

ADRESSE.....

Tél.....Fax.....

Courriel (lisible).....